

Génocide rwandais : « L'ère du déni est achevée mais rien n'est gagné »

Pour le 30^e anniversaire du génocide, l'historien Jean-Pierre Chrétien évoque la mécanique raciste à l'œuvre en 1994 au Rwanda, l'aveuglement de la France, et son propre engagement pour éclairer la tragédie

Recueilli par **Christophe Lucet**
c.lucet@sudouest.fr

« **L**a France aurait pu arrêter le génocide mais n'en a pas eu la volonté », a déclaré Emmanuel Macron jeudi en préambule au 30^e anniversaire du génocide des Tutsi du Rwanda. Ce pas supplémentaire dans la reconnaissance d'une lourde responsabilité française a été aussitôt salué par Ibuka France, association de rescapés du génocide. Il ne peut que satisfaire l'historien Jean-Pierre Chrétien, qui se bat depuis trente ans au côté des victimes pour la juste reconnaissance de ce qu'il s'est passé au printemps 1994. Entretien.

La tragédie rwandaise saisit par son horreur. Pourtant elle était prévisible, dit l'historien que vous êtes...

Oui. Un génocide ne tombe pas du ciel. J'ai observé la maturation de celui-ci depuis mon arrivée au Burundi en 1964. Des pogroms de Tutsi avaient déjà eu lieu, inscrits dans l'histoire sociopolitique locale, l'héritage de la colonisation et la politique raciste des dirigeants rwandais. Frappé par la tragédie, je me suis engagé au plan intellectuel pour faire saisir le contexte et rejeter les explications faciles d'un africanisme d'autrefois consistant à tout mettre sur le compte de « luttes tribales ».

Luttes tribales, mais aussi raciales, c'était ça le schéma « facile » ?

Oui. Les colonisateurs avaient forgé une idéologie faisant des Hutu et des Tutsi des catégories à part, les premiers faits pour travailler, les seconds pour gouverner, en postulant l'existence de deux races (Bantous et Hamites). Or ce socioracisme hérité du XIX^e siècle, devenu l'alpha et l'oméga de la description des sociétés africaines des Grands Lacs, s'est inscrit dans la pratique et dans la tête des élites rwandaises. Valorisant pour les Tutsi, le schéma était frustrant pour les Hutu, qui ont fini par considérer la minorité tutsie comme une race étrangère tolérée dans le pays.

Comment les Tutsi ont-ils réagi ?

Après la révolution sociale de 1959 puis l'instauration d'une république hutue, la moitié d'entre eux s'est exilée en Ouganda, puis une nou-

velle génération s'est organisée au sein du FPR, le Front patriotique rwandais. Au début des années 1990, elle a profité de l'impopularité du régime de Kigali pour tenter de le renverser, à partir d'une idée qui n'était pas fautive car il s'agissait de rebâtir un Rwanda plus humain en combattant le racisme interne.

Ce projet pouvait-il vraiment réussir ?

Le régime s'était ouvert au multipartisme et, sous la pression de l'opposition, avait accepté de négocier avec le FPR. En même temps, on assistait à la réactivation du racisme

« Les Hutu ont fini par considérer la minorité tutsie comme une race étrangère tolérée dans le pays »

originel par la propagande d'un clan extrémiste. Et lorsque l'avion qui ramenait le président Habyarimana à Kigali a été abattu le 6 avril 1994, la mécanique infernale s'est enclenchée, avec un gouvernement putschiste actionnant les milices de l'ex-parti unique et une administration locale quadrillant le pays.

Vous insistez, ce génocide n'a rien d'improvisé...

Non. Tout s'est passé très vite, avec l'extermination de familles entières, enfants compris, dans des lieux donnés, ce qui signe le génocide. Les meurtriers s'en prenaient à une « race » mais se fiaient surtout aux papiers d'identité [la mention hutu ou tutsi y figurait encore, NDLR] et si les gens disaient les avoir perdus, ils étaient exécutés. Loin d'une lutte tribale, on était face à un génocide bureaucratique, sans le côté industriel des nazis, mais que l'on cherchait pareillement à cacher à l'armée étrangère [française] qui intervenait.

L'opération Turquoise, tardive, n'a pas empêché les massacres et la France a fini par reconnaître ses torts. Quelle est votre lecture ?

La France a tardé à bouger, non pour des raisons géopolitiques mais cognitives : le schéma racial était ancré, les responsables français, notamment le Président Mitterrand, ne voulaient pas en démordre. Une première prise de conscience a eu



La découverte d'un charnier par des villageois rwandais en mai 2023. Au printemps 1994, plus de 800 000 Tutsi ont été exterminés par les extrémistes hutus. ARCHIVES CLÉMENT DI ROMA / AFP



Jean-Pierre Chrétien chez lui à Bègles, en Gironde. C.L.

« Tout s'est passé très vite, avec l'extermination de familles entières, enfants compris »

lieu en 1998 avec la mission Quilès qui a reconnu que la France, dont l'aide militaire était essentielle, s'était associée à un régime raciste, alors que de hauts responsables, par exemple le général Jean Varret, avaient donné l'alerte. Mais ce furent ensuite des « années de plomb » jusqu'à ce que l'enquête du juge Marc Trévidic [close en 2014] établisse que le missile qui avait abattu l'avion présidentiel venait d'un camp de l'armée rwandaise.

En 2021, le rapport Duclert a-t-il permis de sortir d'une forme de schizophrénie ?

Je le crois. Il a ouvert les fenêtres en permettant à beaucoup de gens de s'exprimer. Et l'ouverture des archives a confirmé qu'on avait les moyens de savoir ce qui se tramait.

L'ère du déni paraît achevée et l'ambiance de ce 30^e anniversaire est meilleure : les commémorations sont nombreuses, on sent une bouffée d'air. Des génocidaires réfugiés en France bénéficient peut-être encore de protections privées, mais le pôle judiciaire spécialisé a multiplié les procès, aiguillonné par le Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR) animé par les époux Gauthier. Cependant, la justice est lente. Et le déni surnage chez certains, car un génocide est tellement grave qu'il est très difficile à ceux qui y ont été mêlés de reconnaître leurs responsabilités. On peut donc encore craindre une forme de régression dans le sillage des courants identitaires. Un combat n'est, de toute façon, jamais gagné.

JEAN-PIERRE CHRÉTIEN, HISTORIEN ENGAGÉ

Historien de l'Afrique des Grands Lacs, Jean-Pierre Chrétien est un grand spécialiste du Burundi, voisin et jumeau du Rwanda, où il enseigne dès 1964, après l'indépendance, et qu'il a sillonné durant trente ans. Il a forgé une fine connaissance de l'histoire burundaise, confisquée et déformée par le pouvoir colonial belge. Alertant sur les risques d'un génocide dont il avait observé les prodromes dès 1972, l'historien s'est engagé en 1994 afin d'éclairer les origines du génocide, son déroulement, le rôle de la propagande ethniciste qui a submergé le Rwanda, évaluer le rôle des acteurs, témoigner et préparer l'avenir. Pour le 30^e anniversaire, ses interventions et écrits ont été réunis avec l'aide de l'historien Vincent Duclert dans « Combattre un génocide : un historien face à l'extermination des Tutsi du Rwanda (1994-2024) » (éd. du Bord de l'eau, 240 p., 20 euros).